

# L' État en Maine-et-Loire



PRÉFET  
DE  
MAINE-ET-LOIRE

## Rapport d'activité des services de l'État

# 2012



# SOMMAIRE

## L' ACCOMPAGNEMENT ÉCONOMIQUE

- Prévenir et accompagner les licenciements *p.2*
- Favoriser l'accès à l'emploi *p.3*

## LA COHÉSION SOCIALE

- L' accompagnement des publics fragilisés *p.4*
- La politique de la ville et du logement *p.5*

## L' AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

- L'agriculture durable *p.6*
- La préservation du patrimoine *p.7*

## LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DES POPULATIONS

- La prévention des risques *p.8*
- La sécurité publique *p.9*

## LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

- Le soutien à la création *p.10*

## L'ÉTAT EN MOUVEMENT

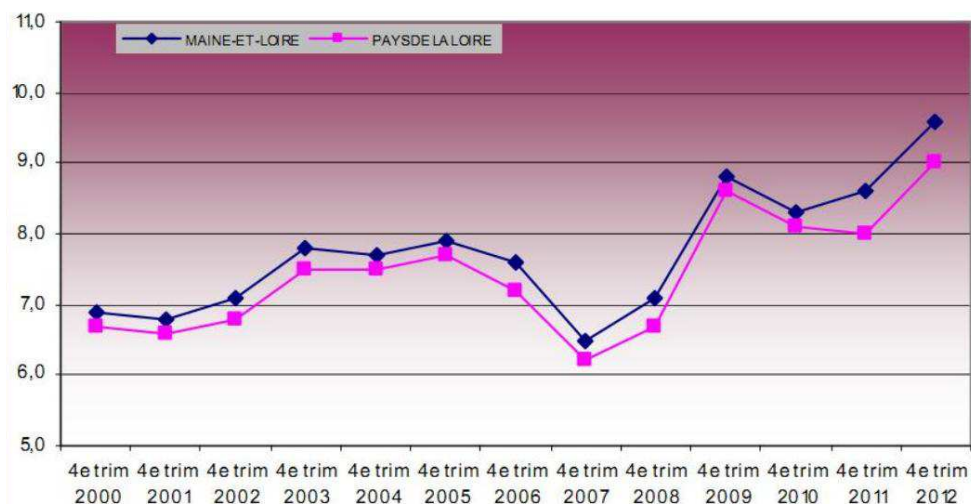
- La modernisation du service public *p.11*

### Une reprise économique qui se fait attendre

Le département comptait **35 114 demandeurs d'emploi** de catégorie A en décembre 2012, soit un taux de chômage de **9,6 %**, en **augmentation de 12,5%** sur un an, ce qui confirme la dégradation de la situation de l'emploi déjà constatée en 2011.

Ce ralentissement de l'activité économique touche particulièrement les personnes de plus de 50 ans (+ **19,2%**). En revanche, le pourcentage des jeunes chômeurs par rapport à la demande totale est en **baisse d' 1 point**.

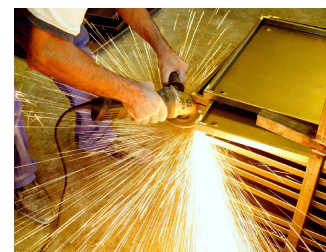
### Évolution du taux de chômage en Maine-et-Loire et en Pays-de-la-Loire (2000-2012)



On observe en 2012 une hausse de **45,8 %** du nombre de licenciements économiques (2 366 contre 1623 en 2011).

### L' accompagnement des salariés et des entreprises en difficultés

- **Les Conventions d'activité partielle :**
  - **177 358 heures** de travail ont été indemnisées aux entreprises confrontées à une baisse d'activité, à hauteur de **783 922 €**.



- **Les Conventions d'activité partielle de longue durée :**
  - Depuis la mise en œuvre du dispositif en 2009 et jusqu'à fin 2012, **75 conventions**, concernant **1 801 salariés**, ont été signées entre l'État et les entreprises s'engageant à ne pas licencier leur salariés, en contrepartie d'une aide supplémentaire de la part de l'État.

### Les Plans de Sauvegarde de l'emploi

Les entreprises de plus de 50 salariés qui envisagent un licenciement économique collectif d'au moins 10 personnes sont tenues d'établir un **Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)**. Il doit comporter des actions d'accompagnement des salariés et le cas échéant, des mesures de revitalisation du bassin d'emploi.

En 2012, **14 PSE** ont été mis en place, dont ceux de Technicolor Angers et de SOTIRA 49 à Pouancé, ayant particulièrement mobilisé les services de l'État. Ces deux derniers plans ont permis d'**accompagner 547 salariés**.

### L'aide à la création d'emploi

- **Les contrats aidés conclus en 2012 dans le Maine-et-Loire :**
  - **3 411 contrats d'accompagnement dans l'emploi** dans le secteur non marchand (dont 1 110 pour des bénéficiaires du RSA),
  - **463 contrats initiative emploi** dans le secteur marchand (dont 55 contrats pour des bénéficiaires du RSA).
- **Le Plan Local de Redynamisation (PLR) du Maine-et-Loire :**
  - L'objectif: **créer** des emplois suite aux restructurations des établissements de la Défense en Maine-et-Loire.
  - Les moyens : 4,5M€ dont une aide de l'État de **1,5M€** pour créer 440 emplois sur 3 ans.

La convention PLR a été signée le 24 octobre 2012.



Signature de contrats emplois d'avenir, en Mairie d'Angers, en présence de M. Sapin, Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, de M. Antonini, Président d'ALM, de M. Béatse, Maire d'Angers, et de M. Burdeyron, Préfet de Maine-et-Loire

Le dispositif des **emplois d'avenir** est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre 2012. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans (ou jeunes travailleurs handicapés de moins de 30 ans) peu ou pas qualifiés. En Maine-et-Loire, l'**objectif est de créer 1 118 emplois d'avenir** en 2012-2013, dont 10% dans le secteur marchand.

### La revitalisation du Saumurois et du Beaufortais

En 2012, une 3<sup>e</sup> **convention de revitalisation** a été conclue entre l'État et le groupe France Champignon. Elle concerne Saumur Bagneux.

Les fonds de revitalisation versés par France Champignon sont venus abonder à hauteur de **660 000€** le dispositif ALIZE, qui soutient la création d'emplois par l'accompagnement de projets de PME en développement. Début 2013, **un total de 130 emplois était créé.**

### Favoriser l'insertion professionnelle ...

- **L'aide personnalisée au retour à l'emploi (APRE) :**
  - Elle prend en charge tout ou partie des coûts supportés par les bénéficiaires du RSA lorsqu'ils débutent une profession.
  - **621 917,95 €** ont été versés à 1 146 bénéficiaires, avec une priorité donnée aux « dépenses de mobilité » (80,6 % des crédits).

### ... En particulier des jeunes

- **Le contrat d'apprentissage :**
  - Il offre en alternance, une **formation générale** dans un centre de formation et une **formation pratique** en entreprise.
  - **4 062** contrats ont été conclus en 2012 dans le secteur privé, et **80 contrats** dans le secteur public.



## L'action en faveur des personnes en situation de handicap

Un référent handicap a été nommé par le Préfet à compter du 1er janvier 2012. Son rôle est de garantir l'exercice et la protection des droits des personnes handicapées. Il est notamment chargé d'assurer l'interface entre l'État et la Maison départementale des Personnes Handicapées.

- La **scolarisation** des élèves en situation de handicap progresse constamment depuis 2009 et particulièrement en 2012 avec :

- **1 951** enfants scolarisés en milieu ordinaire\* soit **+23,5 %** par rapport à l'année 2009-2010, dont :
- **495** dans **43** Classes pour l'inclusion scolaire (CLIS),
- **350** dans **33** Unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis).

**16** enseignants ont animé des formations **pour les professeurs exerçant auprès d'élèves handicapés** en milieu ordinaire.



\* 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré confondus

## La protection juridique des majeurs

- Au 31 décembre 2012, les services chargés de la **protection des majeurs** ont assuré l'exécution de :
  - **5 680** mesures tutelles/curatelles,
  - **180** mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial,La participation de l'État s'est élevée à **3 348 869 €**.

## L'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales

- Le **Protocole de prévention et de lutte contre les violences envers les femmes en Maine-et-Loire** :



- élaboré en 2012, il a été signé le 22 février 2013.

- **42** acteurs du département s'engagent ensemble à prévenir ces violences et aider les victimes.

## L'accueil de jour pour les femmes victimes de violences

En 2012, l' **accueil de jour**, ouvert fin 2011 par SOS-Femmes, a été renforcé, permettant ainsi d'accueillir **116 nouvelles femmes victimes de violences**, seules ou avec enfants.

### Les aides de l'Agence nationale pour la Cohésion sociale et l'égalité des chances

- En 2012, les **crédits de l' ACSé** se sont élevés à **2 115 295 €** dans le Maine-et-Loire, dont :
  - **1 848 165 €** au titre de la « politique de la ville », destinés en priorité à financer des actions en faveur de l'accès aux savoirs, de l'emploi et de la cohésion sociale.
  - **223 630 €** au titre du FIPD\*, afin de soutenir des projets portés par les associations, et de financer des dispositifs de vidéo protection.



Visite, par Mme Fourneyron, Ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, de la garderie Tom Pouce à Montplaisir (Angers), qui incite les familles à s'impliquer dans la vie du quartier, .

\*Fonds interministériel de prévention de la délinquance

### Le soutien au logement

- Le **financement du logement social public et privé en 2012** :
  - **Logements publics** : objectifs globaux atteints à 100% (95% par ALM et à 121% par le département) avec **1 275** logements financés grâce aux prêts de l'État.
  - **Logements privés** : **3 521 355 €** d'aides de l'Agence nationale d'amélioration de l'Habitat (ANAH) ont permis la réhabilitation de **701** logements.



*Le contingent préfectoral est le droit pour le Préfet de présenter des candidats pour l'attribution d'un logement social, sur la base de critères définis au préalable. Il est entré en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 en Maine-et-Loire.*

*Les bailleurs sociaux disposant de patrimoine ont relogé 2 083 ménages répondant aux priorités de l'État.*

## La protection de l'eau

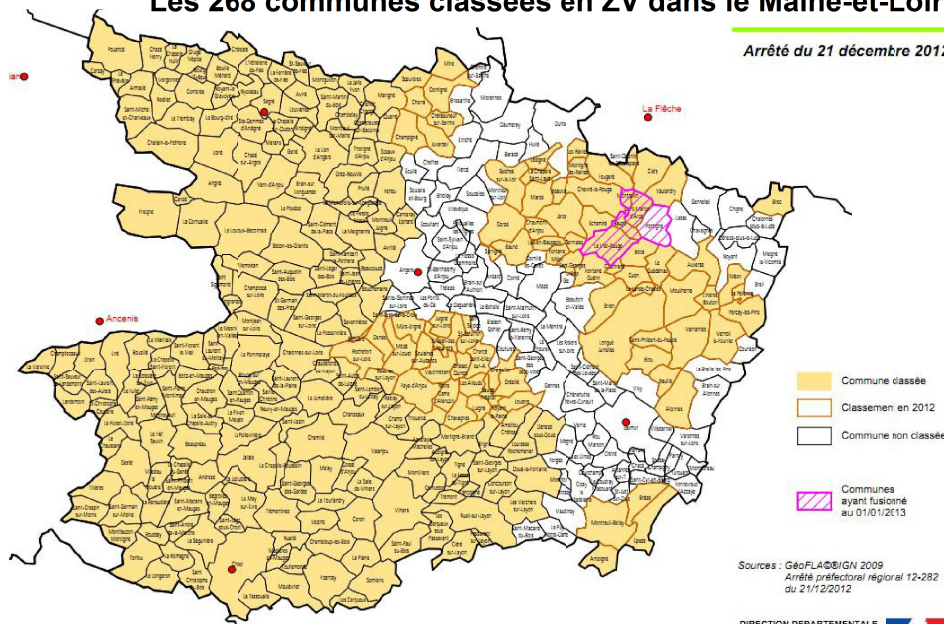
- Le **Programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage (PMPLEE)**, lancé en 1994, s'est achevé le 31 décembre 2012 dans le département.
  - A ce titre, des travaux de mise aux normes liés à la gestion des effluents, ont pu être réalisés pour **1 627** éleveurs.

## La révision des « Zones vulnérables » (ZV)

La définition de «ZV» a pour objectif de réduire les pollutions par les nitrates d'origine agricole dans l'eau. Conformément à la directive «Nitrates» de 1994, le Préfet de Bassin a révisé le périmètre de cette zone en classant **73 nouvelles communes en Maine-et-Loire le 21 décembre 2012**.

### Les 268 communes classées en ZV dans le Maine-et-Loire

Arrêté du 21 décembre 2012



## Favoriser une agriculture durable

- La modernisation des structures agricoles en 2012 :
  - 2 889 987 € d'aides ont été débloquées au titre de la modernisation des structures agricoles, dont notamment :
  - 814 414€, au bénéfice de **81 exploitants**, au titre du **Programme de performance énergétique**,
  - 742 346€, au bénéfice de **63 exploitants**, au titre du **Plan de Modernisation des bâtiments d'élevage**.



- Les aides de la PAC en 2012 :
  - 121 757 259 € versés au titre du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC.
  - 2 304 445 € d'aides versées au titre du 2<sup>e</sup> pilier, à **215** bénéficiaires. Elles visent à développer des **mesures agro-environnementales**, en rémunérant les agriculteurs qui s'engagent volontairement à préserver l'environnement.

## La restauration des monuments historiques du Maine-et-Loire en 2012

- 4 511 200 € ont été affectés à la restauration des monuments historiques du Maine-et-Loire, dont 2 918 000 € destinés aux monuments appartenant à l'État,
- l' **Abbaye Royale de Fontevraud** a bénéficié de 1,4M€ pour les travaux de restauration extérieure des bâtiments de la cour d'honneur.



### La valorisation du patrimoine naturel et architectural :

3 Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) ont été créées en 2012.

Aujourd'hui, le département compte 22 ZPPAUP, destinées à devenir des Aires de Mise en Valeur de l' Architecture et du Patrimoine (AVAP), conformément à la loi Grenelle II de 2010.

Une 1<sup>ère</sup> AVAP a été créée à Fontevraud, début 2013.

## La gestion du patrimoine mondial

Le projet de *plan de gestion du Val de Loire patrimoine mondial de l'UNESCO*, destiné à protéger et mettre en valeur le site, a été élaboré par les services de l'État, en concertation avec les élus et les associations.

Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 15 novembre 2012.

## La préservation de l'environnement

### Le développement de l'énergie éolienne :



- Un permis de construire a été délivré à la fin de l'été 2012 pour le parc éolien de Chanzeaux/Valanjou.

- Dans le département, 9 parcs éoliens ont été à ce jour autorisés (107,2 MW), 7 d'entre eux sont en fonctionnement (73 MW).

### La protection de la biodiversité :

- Le 1<sup>er</sup> arrêté préfectoral de protection de biotope spécifiquement destiné à la protection d'un site à Chiroptères, a été signé le 27 janvier 2012.





### La prévention des risques naturels et technologiques

#### ● La préparation de la gestion de crise :

- Le dispositif **ORSEC Val d'Authion** a été approuvé le 25 avril 2012. Par ailleurs, la réalisation à Andrezé, d'un exercice pour tester la prise en charge de **nombreuses victimes** lors d'un sinistre de grande ampleur, a réuni plus de 280 personnes (participation d'un collègue).



Exercice de gestion de crise sur le site industriel SEVESO Zach System à Avrillé, le 27 novembre 2012

#### ● Les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) :

- En 2012, **2 PPRT** de sites SEVESO niveau haut (sur les 4 du département) ont été approuvés : Phyteurop à Montreuil-Bellay et CCMP à Bouchemaine.

- Concernant EPC FRANCE à St Crespin sur Moine, l'approbation du PPRT est en bonne voie suite à la réduction des risques à la source, par la création en 2012 d'une 3<sup>e</sup> cellule de stockage et la diminution de la charge totale d'explosifs.

### La sécurité des consommateurs

- **Un contrôle des produits manufacturés** est assuré par les services de l'État à tous les stades de la commercialisation. Le bilan des contrôles est le suivant :

BILAN	2012
Établissements contrôlés	205
Prélèvements	53
Anomalies :	36
dont :	
<i>Rappels de réglementation</i>	11
<i>Mesures de police administrative</i>	25



- Pour les 49 articles prélevés dans le secteur des jouets, **12** se sont révélés non conformes et **6** dangereux. Leur commercialisation a été suspendue.

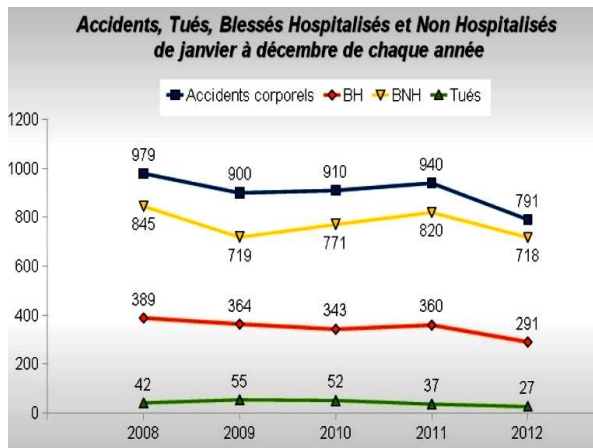
#### Création d'un poste de conseiller en environnement intérieur

Ce poste a été créé en 2012 grâce à un financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS), pour **prévenir et lutter contre les problèmes de santé liés aux logements insalubres**. Cette personne est chargée d'apporter des conseils sur les matériaux du logement mis en cause, sur la base de signalements médicaux.

### Une diminution historique du nombre d'accidentés de la route

- Une **baisse générale** du nombre d'accidents corporels (-16 % par rapport à 2011) a été observée en 2012.

*Il est à noter que le nombre de 27 tués sur les routes du département en 2012 est historiquement bas. C'est la 1<sup>ère</sup> fois que le Maine-et-Loire passe sous la barre des 30 tués dans les accidents de la circulation.*



Les usagers les plus impliqués dans les accidents sont :

- les conducteurs de **deux roues motorisés** (26 %),
- les **piétons** (15%),
- les **65 ans et plus** (30%).

En 2012, **une centaine d'actions de sensibilisation** à la sécurité routière ont été réalisées, permettant d'informer plus de **33 000 personnes** en Maine-et-Loire.

### La lutte contre la délinquance

- La **légère hausse des actes de délinquance** amorcée en 2011 s'est confirmée en 2012 (+8,35 % d'infractions relevées) :
  - +3,77% d'atteintes volontaires à l'intégrité physique,
  - +8,83% d'atteintes aux biens.

En revanche, les escroqueries et infractions économiques et financières sont en **baisse de 26 %**.

- Les forces de sécurité du Maine-et-Loire ont donc accru leurs efforts concernant l'interpellation des auteurs multi-récidivistes.



Démonstration d'une intervention de forces de police lors de la Journée de la sécurité intérieure, à Espace Anjou, le 6 octobre 2012

Le département reste néanmoins bien classé au niveau national en terme de sécurité, puisqu'il occupe désormais la **20<sup>e</sup> place** (sur 96 départements métropolitains).

# LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

## Le soutien à la création

### Les aides à l'activité culturelle

- Les crédits de l'État affectés au soutien à la création et aux lieux labellisés représentent plus de **6 M€** en Maine-et-Loire.
  - Les bénéficiaires sont des groupes de musique professionnels, des compagnies chorégraphiques, des musées, théâtres ou salles de spectacles labellisés.



### La mise en valeur du patrimoine culturel

- Le **musée du Génie d'Angers** devrait être le **54<sup>e</sup> musée de la région à recevoir l'appellation « Musée de France »**, comme suite à l'**avis favorable** donné fin 2012 par la commission scientifique nationale compétente.

### Un projet de Maison de la Langue française

En partenariat avec l'État et les collectivités, l'association «Les Lyriades de la Langue française» a mis en place une **étude de pré-faisabilité d'une Maison de la langue française** ayant pour but de constituer un fonds documentaire et d'organiser des activités autour de la langue française, ainsi qu'un parcours littéraire et touristique.

### Favoriser l'accès de tous à la culture

En 2012, des **partenariats** avec les milieux de la justice, de la santé et du handicap ont participé à la diffusion de la culture auprès de publics variés :

- Le partenariat avec les **services pénitentiaires** a permis de créer des ateliers lecture et photographie, ou encore un Parcours Jazz à la Maison d'arrêt d'Angers,
- Dans le domaine de la **santé**, la résidence d'artiste, mise en place depuis 6 ans au CHU d'Angers, a accueilli en 2012 l'artiste plasticienne Cécile Benoiton,
- Le soutien à l'**audiodescription** de spectacles à Angers-Nantes-Opéra ou l'organisation d'**ateliers «cirque»** adaptés, ont favorisé **les découvertes culturelles pour les personnes handicapées.**

Concert au CHU d'Angers, dans le cadre de la convention triennale 2010-2012 conclue entre la Direction régionale des affaires culturelles et l'Agence régionale de Santé

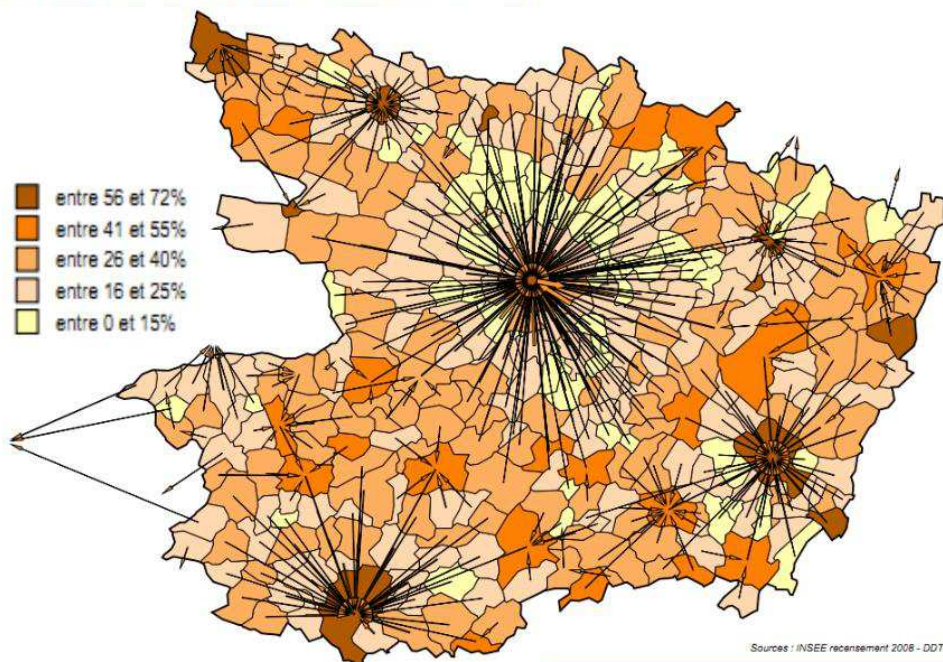


### L'amélioration du service rendu

#### • Une meilleure information des usagers :

La DDT met à disposition du public des cartes dynamiques et statiques sur internet. En 2012, de nouvelles données ont été mises en ligne, comme une étude sur les déplacements domicile/travail.

■ Déplacements domicile-travail journaliers vers la principale commune de destination et proportion d'actifs travaillant dans leur commune de résidence



Depuis septembre 2012, la Direction Générale des Finances Publiques met à disposition du public une **base de données documentaires** contenant l'ensemble de la doctrine fiscale opposable et accessible depuis le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr). **Il s'agit d'une avancée majeure en termes de sécurité juridique.**

#### • La simplification des démarches par la télétransmission :

- Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012, les entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés sont obligées de recourir aux téléprocédures pour la déclaration et le paiement de leurs impôts.
- Le taux de télédéclaration des dossiers PAC atteint **72%** en 2012 et celui des aides animales **99%**, du fait de la suppression de la déclaration papier.



- Fin 2012, **213** conventions avaient été passées entre l'État et des collectivités locales, permettant la télétransmission de **32,6 %** des actes soumis au contrôle de la légalité. Ce dispositif est en nette progression.

### La dynamisation de la politique immobilière de l'État

- Le service France Domaine, incarnant l'État-proprétaire, impulse la dynamique de rationalisation de la politique immobilière de l'État :
  - Cette politique est déclinée à travers les Schémas Pluriannuels de Stratégie Immobilière.
  - L'objectif : faire évoluer le parc immobilier de l'État vers des implantations plus fonctionnelles et moins onéreuses.
  - **4 774 020€** de recettes sont attendues grâce aux cessions immobilières effectuées en 2012 dans le département.